

# ENVIRONNEMENT

## magazine

N° 1788 – JUIN-JUILLET 2021

BIODIVERSITÉ

# Les entreprises verdissent leur empreinte



Hydrogène  
Rencontre avec  
Gérard Longuet

Qualité de l'air  
La France cherche  
un nouveau souffle

# L'OCCITANE

EN PROVENCE



CULTIVATEURS *de* CHANGEMENT

**+98%**  
d'ingrédients biodégradables  
pour un impact  
environnemental limité\*

NOS SHAMPOOINGS SOLIDES  
SANS COMPROMIS POUR  
LES CHEVEUX ET LA PLANÈTE

Édité par les Éditions du Développement durable

3, quai Conti - 78430 Louveciennes  
Standard : 0130 08 14 14 - Fax : 0130081415

enviromag@groupe-cayola.com

Directrice de la publication : **Florence Wattel**  
Rédacteur en chef : **Anthony Laurent**  
Rédaction : **Abdessamad Attigui, Agnès Breton, Alexandra Delmolino, Nolwenn Le Jannic, Laurence Madoui**

Secrétariat de rédaction : **Agnès Breton**

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR

Abdessamad Attigui, a.attigui@groupe-cayola.com

ABONNEMENT - DIFFUSION - VENTE

abonnement.diffusion@groupe-cayola.com

ABONNEMENT 1 AN À ENVIRONNEMENT  
MAGAZINE ET SES SUPPLÉMENTS

• Tarif France : 217 € TTC

Prix au numéro : 16,70 € TTC

Pour plus d'informations : retrouvez le bulletin

d'abonnement en page 50 et sur

www.environnement-magazine.fr

Rubrique Je m'abonne.

PUBLICITÉ

**Sophie Baticle**, directrice de clientèle  
du Pôle environnement  
s.baticle@groupe-cayola.com

APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOI

recrutement@groupe-cayola.com

envirojob.fr; Tél. : 01 3008 14 14

RÉALISATION GRAPHIQUE

La Communauté des graphistes,  
www.lacommunautédesgraphistes.com

IMPRESSION

Imprimeries de Champagne 52000 Langres

Imprimerie certifiée Iso 14001

et Print Environnement



10-31-2009

Imprimé sur papier PEFC

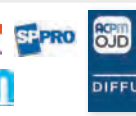
INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
	PAPIER INTÉRIEUR	PAPIER COUVERTURE
PAPIER	Vantage Silk	Magno Plus Silk
GRAMMAGE	90 g	150 g
PAYS D'ORIGINE	Autriche	Allemagne
TAUX DE FIBRES RECYCLÉES	0 %	0 %
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
EUTROPHISATION PTOT	0,032 kg/t	0,03 kg/t

Publication mensuelle ISSN: 1163-2720

N° de commission paritaire: 1024 T 85436

Dépôt légal à parution

Environnement Magazine est membre de:



**GROUPE CAYOLA**

Une publication des éditions du

Développement durable

SA au capital 10 000 € - RCS Versailles 830 632 485

Reproduction interdite sans l'autorisation de l'éditeur ou du CFC  
(Centre français d'exploitation du droit de copie). Tél. : 01 44074770.

Toutes les illustrations reproduites dans nos pages sont la propriété  
respective et exclusive de leurs auteurs ou de leurs ayants droit.

En couverture : © Shutterstock



Anthony Laurent

Rédacteur en chef

L'ÉDITO

## Élections, piège à cons ?

Il a fallu le rappeler régulièrement durant la campagne des élections régionales, tant le fond de l'air politique en a fait, et depuis plusieurs années déjà, un thème incontournable : la sécurité n'est pas une des compétences des Régions. Les conseils régionaux sont en revanche les chevilles ouvrières du développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de leur territoire. Ils sont aussi compétents en matière de logement, de rénovation urbaine et d'aménagement. Les électeurs semblent l'avoir entendu, qui, contre les pronostics des instituts de sondage - dont la fiabilité a une nouvelle fois été mise à mal -, ont infligé une sévère défaite aux forces politiques qui avaient mené campagne sur les thèmes de l'insécurité et de la délinquance, au premier rang desquelles le Rassemblement national. *A contrario*, celles et ceux qui ont davantage parlé de reprise économique, d'emploi, de santé, de transports ou encore de climat et qui, en plus, s'offraient déjà le luxe de siéger au sein des exécutifs régionaux - des Républicains à Europe Écologie-Les Verts, en passant par les socialistes - ont remporté des victoires éclatantes. La majorité présidentielle, quant à elle, n'a pas brillé par ses résultats, c'est le moins que l'on puisse dire. La faute sans doute à l'absence, toujours préjudiciable, d'ancrage local de ses membres.

**Le retour sur ces dernières élections régionales serait bien sûr incomplet** si on omettait le taux record de l'abstention. Faut-il y voir un désintéret croissant des Français pour la politique, comme le clament trop souvent les élus ? Rien n'est moins sûr. Et si, par le refus de se rendre dans les bureaux de vote, les citoyens souhaitent, au contraire, exprimer leur besoin de renouvellement face aux grands défis actuels et à venir, notamment planétaires et climatiques ? En tout cas, les nouvelles assemblées régionales seraient bien inspirées « *d'accélérer la transition écologique sur leur territoire* », comme les y enjoint La Fabrique écologique. Le laboratoire d'idées a formulé à leur intention neuf propositions « *structurantes, concrètes et innovantes* » (disponibles en ligne). Rompant avec les traditionnelles injonctions - en matière de rénovation des bâtiments, d'amélioration des transports ou encore de cadre de vie -, ces propositions, si elles étaient réellement appliquées, pourraient bien constituer un début de réponse aux attentes des électeurs. Un « *débat d'orientation climatique* », préalable au débat budgétaire, est notamment proposé. Un bon début ?



# VERS UNE EAU PURE SANS CALCAIRE SANS CHLORE



L'EAU DU ROBINET INNOVE  
POUR LA SANTÉ DES FRANCILIENS

En 2021, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France, le service public de l'eau pour plus de 4 millions de Franciliennes et Franciliens, finalise son XVI<sup>e</sup> plan d'investissement sur 10 ans, pour intégrer le traitement par Osmose Inverse Basse Pression. L'OIBP est un procédé de traitement de l'eau par filtration extrêmement fine, qui permettra à terme, d'obtenir une qualité de l'eau inédite sans perturbateurs endocriniens et toujours sans déchets plastiques.

Plus d'infos sur [www.sedif.com](http://www.sedif.com)

  @SyndicatEauxIDF |   SEDIF



**SEDIF**  
SERVICE PUBLIC DE L'EAU

## Entre nous

### L'ESSENTIEL 6

L'hydrogène, la RATP, le rétrofit de flottes fluviales, la qualité des eaux de baignade, le biochar, les CSR... font l'actualité

### EN TÊTE 8

Le Sedif, Federec, le Cese, Boralex et Sun'Agri, la Seine-Saint-Denis, l'ANPCEN... font parler d'eux

### LA RENCONTRE 10

**Gérard Longuet**

« La production d'hydrogène décarboné reste un vrai sujet »



### ENQUÊTE 12

■ **Pollution atmosphérique : la France sous haute pression européenne** 12



### INITIATIVES 18

Végétaliser à la mode auvergnate 18

Le Paris-Granville biocarburant 19

Climat : une boîte à outils en ligne 19

Une carte des sols pour mieux recycler les terres excavées 20

## Hors cadre

**Christophe Chevillon** 48

Président du Partenariat pour l'excellence des éco-entreprises (Pexe)



## En pratique

### 22 DOSSIER

■ **Biodiversité et entreprises : comment trouver la bonne formule pour s'engager**



### 30 INNOVATIONS

30 Un système d'ancrage universel pour bornes de recharge

31 Dalby fait son show

32 Un feu pour vélos à Lyon

32 Une offre pour améliorer le bien-être dans le bâtiment

34 **Spécial Recyclage**

### 38 TOUT SAVOIR SUR...

38 La demande de dérogation Espèces protégées

39 Les menus végétariens dans la restauration collective

## En perspective



### 40 TÊTE CHERCHEUSE

**Sébastien Maire**

Délégué général de France Ville durable

### 42 LA PÉPINIÈRE

42 Des brevets libres de droits pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>

43 Du biogaz pour les bus de l'aéroport de Munich

44 Le rétrofit électrique : une solution de transition

### 46 DÉCRYPTAGE

46 Mégots : la filière sort des brumes

## Entre vous

### 49 LES COURS

Retrouvez l'indice de variation du coût de l'enfouissement des refus de tri en installations de stockage de déchets non dangereux et celui de variation des coûts de mise en incinération des déchets non dangereux des activités économiques.



PLUS  
D'INFOS SUR

[www.environnement-magazine.fr](http://www.environnement-magazine.fr)



NOUS  
ÉCRIRE

[enviromag@groupe-cayola.com](mailto:enviromag@groupe-cayola.com)



VOUS SOUHAITEZ  
VOUS ABONNER ?

Rendez-vous page 50



Environnement-magazine.fr



@EnviroMag



Environnement Magazine

## RENCONTRE

GÉRARD LONGUET

# « La production d'hydrogène décarboné reste un vrai sujet »

Alors que la France s'est engagée, fin 2020, à soutenir le développement d'une filière d'hydrogène vert à hauteur de 7 milliards d'euros d'ici à 2030, Gérard Longuet, sénateur Les Républicains et premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), a rendu publique, en mai dernier, sa note scientifique sur les modes de production de ce nouveau vecteur d'énergie, lesquels restent très émetteurs de gaz à effet de serre. Rencontre.

## Pourquoi l'OPECST s'intéresse-t-il aux modes de production de l'hydrogène ?

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) a pour mission de renseigner les députés et les sénateurs sur les derniers développements scientifiques et technologiques en vue d'élaborer les lois. Dans le cadre de la transition énergétique impulsée et pilotée par l'État, l'hydrogène tient une place importante : deux ans après le Plan Hulot, le gouvernement a lancé, en septembre 2020, sa Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné, mobilisant pas moins de 7 milliards d'euros sur dix ans. Or, si l'hydrogène est l'élément le plus abondant de l'univers, sa production en tant que vecteur d'énergie sous forme de dihydrogène - dont le potentiel reste à développer à long terme - repose, à hauteur de 99 %, sur les énergies fossiles. Les techniques de



© Sénat / Cécilia Lerouge



## BIODIVERSITÉ ET ENTREPRISES

# Comment trouver la bonne formule pour s'engager

Les démarches et les outils soutenant l'engagement des entreprises françaises pour la biodiversité se développent. Diagnostic des impacts, stratégie biodiversité et actions concrètes : les entreprises bien accompagnées ont tout pour se lancer, quelles que soient leur taille et leur activité.

**P**our les entreprises, la publication du rapport mondial de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) en mai 2019 a clairement fait émerger une dynamique en France. Elle a déclenché une prise de conscience du lien

entre activités économiques et biodiversité, renforcée par la crise du Covid », estime Sylvain Boucherand, P-DG du cabinet-conseil en transition écologique B&L Evolution. Si les grands groupes dont l'activité est directement dépendante de la nature ont été les premiers à se positionner sur cet

**La boîte à outils destinée aux entreprises pour intégrer la biodiversité dans leur stratégie est bien garnie.**

enjeu (carrières, construction, luxe et surtout pharmacie et cosmétiques, utilisatrices de matières premières végétales), les démarches volontaires émanent désormais de nombreux secteurs (logistique, énergie, immobilier, banques...). Même les PME et TPE, qui représentent près de 90 %

**SÉBASTIEN  
MAIRE,**  
DÉLÉGUÉ  
GÉNÉRAL DE  
FRANCE VILLE  
DURABLE

Créée en décembre 2019 et présidée par le maire de Dunkerque, Patrice Vergriete, l'association France Ville durable s'est donné pour mission d'accélérer la transformation durable et résiliente des territoires. En mai dernier, elle a tenu la première édition de son événement « Villes durables en actions ». L'occasion d'en savoir plus avec Sébastien Maire, son délégué général.

## Modificateur de transition

### Pourquoi France Ville durable ?

Il était nécessaire de créer une association qui puisse rassembler toutes les parties prenantes affichant un intérêt pour l'habitat et la ville durables. Plus globalement, nous fédérons à la fois les services de l'État, les entreprises, les collectivités locales et les experts scientifiques dans le but de massifier et d'accélérer la nécessaire transformation écologique des territoires. Tous ont un intérêt convergent pour la ville durable, il nous faut désormais agir conjointement pour trouver les chemins opérationnels en utilisant les méthodes et les outils qui ont fait leurs preuves sur le terrain.





## DÉCHETS

# Mégots : la filière sort des brumes

Sur le papier, la filière à responsabilité élargie du producteur (REP) pour les mégots est en passe d'exister. Mais sa bonne marche opérationnelle requerra encore études et expérimentations. En attendant, un déchet abandonné sur deux est un mégot, dispersant dans la nature quelque 2 500 substances chimiques.



© Pixabay

**Dans la grande famille des REP, c'est la première du genre :** la filière à responsabilité élargie du producteur (REP) sur les mégots n'est pas vouée à leur recyclage mais à leur évaporation de l'espace public. Il s'agit de remettre ce déchet à sa place, à savoir la poubelle, dans une optique de salubrité publique - non de faire d'un produit passablement toxique une matière première secondaire. Les mésusages dispersent les mégots à 83 % sur la voirie, 10 % dans les espaces verts et naturels et 7 % dans les réseaux d'eaux pluviales et usées<sup>1</sup>. Sur

la route, 15 % des Français admettent s'en délester sur le bas-côté<sup>2</sup>. Paris consent 2 millions d'euros par an à la collecte de 350 tonnes, soit 10 millions de mégots par jour. L'État fixe un objectif de baisse de 40 % en six ans des quantités indûment abandonnées (- 20 % en trois ans et - 35 % en cinq ans), grâce à la sensibilisation et au déploiement de mobilier de collecte (cendriers de rue et de poche), aujourd'hui jugé insuffisant par 80 % des fumeurs<sup>1</sup>. Prévues au 1<sup>er</sup> janvier 2021<sup>3</sup>, la REP a du retard à l'allumage. Le torchon a brûlé entre une

**La REP Mégots a pour objectif de remettre ce déchet dans une poubelle**

partie des collectivités locales, le ministère de la Transition écologique (MTE) et le monde du tabac. Après arbitrage de Matignon, le cahier des charges du futur éco-organisme est publié en février dernier. Alcome, dont le conseil d'administration réunit les quatre majors et l'association des fournisseurs de tabac à fumer, soit 90 % du marché, doit être agréé cet été et signer à la rentrée ses premiers contrats avec les communes, responsables de la propreté. Aperçu d'une REP à plusieurs inconnues.

**L'incivilité est visible, sa mesure est aléatoire.** Lors d'une collecte de mégots dans la Seine réalisée fin mai, l'adjoint aux sports de Paris, Pierre Rabadan, assure que « 56 % des cigarettes fumées en France » échouent au sol. L'étude du cabinet Roland Berger pour le MTE évalue, à l'été 2020, le taux d'abandon à 50 % (pour un coût estimé à 96 millions d'euros par an en métropole). Au sein même de la Mission mégots, les données fluctuent. Début 2020, la structure de préfiguration de l'éco-organisme évoque 29 % de mégots